

E 1965 1968 01 01



ETUDES ECONOMIQUES

DOCUMENTATION

**BNP**

rappports  
annuels  
exercice 1967

BANQUE NATIONALE DE PARIS



BANQUE NATIONALE DE PARIS

BANQUE NATIONALE DE PARIS ETUDES ECONOMIQUES	
006047	20 NOV. 80
DOCUMENTATION	

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BANQUE NATIONALE DE PARIS  
ÉTUDES ÉCONOM.QUES  
DOCUMENTATION

E 1965 1968 01 01

RAPPORTS ANNUELS  
EXERCICE 1967



---

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président Henry BIZOT

Vice-Président Pierre CALVET

Administrateurs Pierre CELIER  
Michel DALLE  
Jean FAYE  
Henri GILET  
Jean KLEIN  
Georges LANDAIS  
Pierre LEDOUX  
Georges LEVARD  
André MORAND  
Georges POMPEY

Censeur Henri GUITARD

Commissaires aux Comptes Claude CASTEL  
Jacques FRINAULT

DIRECTION GÉNÉRALE

Administrateur Directeur Général Pierre LEDOUX

Directeurs Généraux Adjointes Louis ASSÉMAT  
Gaston DÉFOSSÉ  
Gérard LLEWELLYN  
Yves THOMAZEAU

---



RAPPORT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
à la COMMISSION DE CONTRÔLE  
DES BANQUES

EXERCICE 1967

Messieurs,

L'année 1967 a vu s'accroître et renaître la guerre. L'économie du monde a subi le contrecoup des batailles du Vietnam et du Moyen-Orient. Ces deux conflits ont eu de profondes répercussions sur la situation de l'ensemble des nations, l'un en aggravant le déficit de la balance des paiements des États-Unis, déjà trop important depuis de nombreuses années, l'autre en ébranlant la position financière de la Grande-Bretagne. Ils ont ainsi contribué à l'éclatement d'une crise monétaire qui n'a cessé, depuis l'automne, de développer ses effets et de préoccuper de plus en plus les gouvernements au moment même où une baisse de l'activité se manifestait.

Aux États-Unis, l'expansion ininterrompue qui se poursuivait depuis tant d'années a montré un certain fléchissement. Une reprise s'est manifestée pendant le dernier trimestre de 1967. Mais la hausse des prix s'est accélérée, le déséquilibre de la balance des comptes s'est aggravé et les prélèvements sur les réserves d'or se sont encore accentués. Le gouvernement de Washington, obligé de faire face aux exigences d'une guerre lointaine et coûteuse, n'a pas immédiatement réagi devant l'incertitude d'une situation monétaire pourtant elle aussi périlleuse. Il a demandé un relèvement des impôts, il a prévu une limitation des exportations de capitaux et diverses dispositions secondaires destinées à atténuer le déficit des règlements avec l'étranger, mais le Congrès n'avait pas encore, en fin d'année, donné son accord aux mesures les plus importantes et les plus urgentes, tant pour la lutte contre l'inflation que pour la réduction du déficit budgétaire. Les craintes que provoque une action insuffisamment énergique sont ressenties aussi bien en Amérique qu'au-dehors. La place occupée à l'étranger par les États-Unis est en effet si grande, dans la structure même des affaires comme dans la tenue des marchés commerciaux et financiers, que toute défaillance de leur système monétaire porterait préjudice à l'économie du monde entier.





pour  
vous simplifier  
la vie  
**COMPTE  
DE  
CHEQUES  
BNP**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

L'Europe, qui entretient avec les États-Unis, dans tous les domaines, des relations étroites, pourrait connaître de ce fait de graves perturbations tant qu'elle n'aura pas accru elle-même son indépendance monétaire en créant entre les nations qui la composent des liens plus étroits. Ceux-ci lui permettraient en fait comme en droit, dans l'intérêt de tous, de manifester une cohésion et une autorité accrues dans les très importantes négociations qui se poursuivent depuis plusieurs années afin de rétablir un système de règlements internationaux fondé sur le principe de l'égalité des droits et des devoirs. Un tel système restaurerait rapidement, s'il recueillait l'adhésion générale, une confiance de plus en plus menacée.

Le Royaume-Uni a encore connu une année difficile. Le déficit de la balance commerciale a doublé malgré la stagnation de l'activité économique. Les soutiens financiers de nombreux pays et des organismes internationaux n'ont pas été suffisants pour éviter à ce pays une crise financière d'une acuité exceptionnelle. La dévaluation de la livre sterling a dû être brusquement décidée sans produire des effets immédiats sur le marché des changes. Un effort considérable demeure donc nécessaire pour remédier aux maux déjà anciens dont souffre l'économie britannique. Si la Grande-Bretagne entreprend, pour consolider sa monnaie, de réduire la consommation intérieure au profit de ses activités exportatrices sans attendre son entrée éventuelle dans le Marché Commun, le pays surmontera ses épreuves. Il dispose pour cela des plus sérieux atouts. Le nombre appréciable d'entreprises de taille internationale, l'importance du marché de Londres, lui permettront de retrouver alors sa place exceptionnelle.

Les autres pays d'Europe ont connu des fortunes diverses. L'Allemagne a souffert d'une certaine récession et le produit national brut n'a pas augmenté pour la première fois depuis la guerre mais, en fin d'année, la reprise s'est dessinée et, si la conjoncture mondiale ne vient pas l'entraver, elle doit se développer. La situation monétaire est en effet saine, la position commerciale forte car l'industrie allemande s'impose sur les marchés étrangers. En Italie, le taux d'accroissement de la production industrielle a encore atteint le pourcentage exceptionnel de 9 %. Aux Pays-Bas, l'activité s'est accrue en cours d'année. Elle a eu tendance à se relever en Belgique.

Dans le reste du monde, le Japon est encore en progression. La production industrielle a augmenté à la cadence extraordinaire de près de 19 % et la nécessité d'étendre encore ses débouchés a incité ce pays à se tourner davantage vers l'Europe occidentale. Les pays à économie socialiste, dont le développement technique s'accroît, ont recherché des contacts de plus en plus étroits avec l'étranger. Les achats de l'U.R.S.S. en France ont doublé. Les pays du tiers monde continuent, en revanche, à souffrir. L'évolution des cours des matières premières leur est défavorable et l'aide qui leur est apportée a été en fait stabilisée ou réduite, alors que la plupart d'entre eux, comme l'Inde, auraient besoin d'un concours accru pour relever le niveau de vie de leur population en attendant que l'appui extérieur leur ait donné le temps d'organiser leur agriculture.

Ainsi, la situation du monde demeure incertaine. Cette incertitude est la cause principale des difficultés financières dont l'emprise s'étend elle-même à toutes les nations. La hausse considérable, à travers des vicissitudes diverses, des taux d'intérêt a accompagné l'irrégularité des changes et l'équilibre de l'économie s'en est trouvé universellement menacé. Il paraît indispensable que les problèmes monétaires, qui ont provoqué ces perturbations, soient résolus d'urgence.



La France a ressenti l'influence du ralentissement des affaires. La production industrielle n'a marqué dans l'ensemble qu'un faible accroissement. Ce résultat global recouvre d'ailleurs des situations très différentes. Lorsque les structures se transforment rapidement, les disparités s'accroissent entre les régions, les catégories professionnelles et les industries elles-mêmes. Les plus anciennes, comme les charbonnages ou le textile, voient leurs débouchés se réduire, ou, comme la sidérurgie, doivent s'adapter à des conditions nouvelles de production, et ces difficultés influencent fâcheusement la vie économique de provinces entières comme le Nord et la Lorraine, contrastant avec l'élan continu des industries nouvelles et des centres qui en bénéficient.


Le progrès technique accéléré procure de larges débouchés aux travailleurs possédant les qualifications professionnelles requises alors qu'il supprime par ailleurs des possibilités de travail. Le chômage s'est aggravé en 1967 en raison notamment de l'effort de productivité des entreprises. Les Pouvoirs Publics, conscients de la gravité du problème du chômage, ont pris en cours d'année une série de mesures destinées à renforcer l'aide au personnel sans emploi, la formation professionnelle et le soutien des régions les plus défavorisées.

Ces préoccupations d'avenir sont d'autant plus justifiées que les entreprises françaises doivent s'adapter au régime nouveau qui va résulter de la réalisation complète du Marché Commun, le 1<sup>er</sup> Juillet prochain, et de la mise en place, dans le cadre des accords de Genève, d'un tarif extérieur qui les soumettra à une compétition universelle accrue. Les agriculteurs ne sont pas moins inquiets en dépit de mesures prises pour les défendre au sein même de l'organisation commune et les récoltes satisfaisantes dont ils ont bénéficié n'ont pas suffi à les rassurer. Déjà le commerce extérieur a traduit les influences d'une concurrence plus forte de certains pays. Les importations ont, dans certains cas, augmenté davantage que les exportations. Ces constatations ne sont pas de nature à causer trop d'inquiétude dans la mesure où les gouvernements et les particuliers ont conscience des difficultés et tiennent à y remédier par une politique et une action vigoureuses, aussi bien sur le terrain commercial que sur le plan industriel.

Les Pouvoirs Publics sont les premiers à s'attaquer à ce problème. Ils ont adopté certaines mesures tendant à rétablir l'équilibre des services publics; d'autres doivent inciter la population à épargner davantage; les autres, enfin, sont destinées à favoriser la rénovation des outillages de production.

Les réformes de la Sécurité Sociale et la hausse des tarifs de transports augmentent les charges déjà lourdes dont se plaignent les producteurs. Mais des facilités nouvelles sont accordées aux entreprises qui acceptent de se décentraliser et de s'associer. La réforme du régime des coopératives, l'extension des pouvoirs des groupements de producteurs, la création de zones rurales sont destinées à améliorer, dans les régions les plus déshéritées, les conditions de travail et l'équipement agricole, à favoriser partout un écoulement plus régulier des produits, à tenter de créer enfin, pour ce secteur essentiel de notre pays, un véritable équilibre.

L'action de l'État s'accompagne d'un effort parallèle des chefs d'entreprises. Dans le secteur public, comme dans le secteur privé, un demi-siècle d'inflation, une période plus étendue encore de protectionnisme avaient engendré une ère de facilité, ou d'illusions, qui est aujourd'hui révolue. Les dirigeants marquent à présent leur résolution d'accroître la productivité et la rentabilité de leurs entreprises,



le monde  
a votre portée  
**EPARGNE  
VOYAGE  
BNP**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**



notamment en réduisant leurs frais généraux et en poursuivant une politique d'investissement et d'expansion. Le grand mouvement de fusion inauguré depuis plus d'un an s'est accentué, notamment dans la sidérurgie, la mécanique, les produits chimiques, retardant souvent l'exécution des dépenses d'installation pendant que des programmes nouveaux s'élaborent, mais ouvrant la voie à des rapprochements et à une rénovation de plus en plus accentuée des structures industrielles et commerciales.

Ainsi la France accède à un équilibre nouveau. Seul se pose pour elle le problème du délai dans lequel elle arrivera à réaliser dans tant de domaines une mutation aussi urgente, alors que l'année qui vient l'exposera à une concurrence accrue.

La stabilité du franc, dont le maintien comporte certes des servitudes, constitue dans cette période un atout important de la France. Elle lui donne une forte position sur les marchés des changes. Elle permet d'instaurer dans notre pays des notions modernes d'épargne et de gestion des entreprises.

Le mouvement de transformation industrielle qui a été engagé nécessite un volume considérable d'investissements dont la couverture doit être assurée sans nuire ni à la solidité de la monnaie, ni à l'équilibre des entreprises. Les investissements réalisés en 1967 excèdent de 7 % ceux de l'an passé, mais les commandes d'équipement neuf ont fléchi en cours d'année. Il apparaît aujourd'hui indispensable de fournir aux entreprises les moyens de parachever les programmes qu'elles ont en chantier.

La réorganisation du marché financier qui doit permettre de les aider est d'autant plus nécessaire qu'une couche peu profonde de Français, à l'inverse des populations des États-Unis et de certains pays européens, s'intéresse à la Bourse. Pour faciliter la diffusion des valeurs mobilières dans le public, le Gouvernement a encouragé les sociétés d'investissement à capital variable, les plans d'épargne d'entreprises, les engagements d'épargne à cinq ans et les fonds communs de placement. Il a institué la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, qui s'insère dans cet ensemble de mesures favorables à l'épargne.

D'autres dispositions doivent avoir des conséquences plus immédiates : l'extension réalisée ou projetée du crédit d'impôt à certains détenteurs étrangers de valeurs mobilières, les assouplissements fiscaux en faveur des sociétés d'investissement et des titulaires de titres étrangers s'inscrivent dans le programme déjà très favorable mis en œuvre depuis quelques années en faveur des porteurs d'actions et d'obligations.

En instituant la Commission des Opérations de Bourse, chargée notamment d'améliorer les procédés d'information et de contrôle, le Gouvernement a voulu prévenir les opérations contestables et assurer une meilleure surveillance du marché. Quant à la Commission créée pour proposer des améliorations à la technique de placement des obligations, elle tente d'éliminer les défauts du système actuel

qui entraînent une certaine défaveur de ces titres à la cote. Ses suggestions auront réellement leur plein effet lorsque le public, mieux informé, rassuré sur le sort de la monnaie et sur la stabilité des cours, viendra spontanément solliciter les guichets des banques.

Le marché de Paris, longtemps délaissé, s'est réveillé en fin d'année en faveur des valeurs françaises; des offres publiques d'achat l'ont animé et les sociétés ont pu faire appel sans crainte aux souscripteurs. Les émissions d'obligations requéraient par contre bien des conditions préalables et des formalités. Il a paru indispensable de généraliser par ailleurs des formules plus souples.

Pour permettre aux banques d'immobiliser une partie de leurs ressources en prêts d'une durée compatible avec l'amortissement régulier d'un investissement, il fallait déterminer chez leurs clients le désir de consolider leurs disponibilités liquides. Le Conseil National du Crédit a décidé en conséquence, tout en interdisant la rémunération des dépôts à vue, de supprimer les plafonds pour les comptes sur livret et d'augmenter les taux pour les comptes à terme. Il en est résulté un transfert grâce auquel les banques ont pu accepter un accroissement sensible des crédits à moyen terme et envisager même des prêts non réescomptables à plus de cinq ans. La mise en œuvre du crédit de mobilisation des créances commerciales ouvre par ailleurs la voie à une simplification du crédit à court terme. Cette nouvelle technique ne sera introduite que progressivement, de façon à ne pas bouleverser les habitudes du public encore très attaché à la lettre de change. Cependant, s'il est difficile d'abandonner, en un court laps de temps, des pratiques séculaires et qui n'étaient pas sans mérite, il est certain que les résultats déjà obtenus sont encourageants et que le mouvement peut maintenant s'accélérer.

Si les taux attribués aux détenteurs de capitaux par les banques se sont ainsi modifiés en vue d'une meilleure adaptation aux emplois auxquels ils étaient destinés, l'harmonisation des conditions n'en est pas moins nécessaire dans le détail des différentes formes de concours offertes par une banque à ses clients. Certes, ceux-ci peuvent souhaiter obtenir des allègements à un moment où tous leurs autres frais ont tendance à augmenter, mais ils doivent constater d'abord que les taux à court terme, par comparaison avec ceux de l'étranger, leur sont particulièrement avantageux. Ils doivent reconnaître par ailleurs que les opérations plus longues sollicitées par eux obligent les banques à s'immobiliser et justifient une rémunération compatible avec le caractère de tels concours.

Le marché monétaire a été influencé par la hausse des taux qui a débuté aux États-Unis avant de se généraliser par l'intermédiaire des opérations réalisées en eurodollars; les difficultés de la livre ont ensuite accru ce mouvement. La BANQUE DE FRANCE a surveillé et régularisé ce marché. L'institution du système de réserves obligatoires et la modification des techniques d'intervention lui ont permis d'accentuer son action. L'institut d'émission s'est efforcé d'éviter les trop grands écarts de cours et de maintenir le taux d'escompte à son niveau actuel, qui est l'un des plus bas du monde, tout en imposant au marché monétaire des conditions sensiblement plus élevées tenant compte de la situation internationale.




La BANQUE NATIONALE DE PARIS s'est montrée active dans la collecte de l'épargne et le financement des investissements en dépit des problèmes que posait encore pour elle la mise en place des nouvelles structures résultant de la fusion.

Dotée d'un personnel important, décidée à supprimer les Sièges formant double emploi, soumise d'ailleurs moins fréquemment qu'il était à craindre à la régression inévitable résultant de l'unification de deux comptes chez un même client, elle devait se fixer comme premier objectif de maintenir l'activité totalisée de ses deux banques fondatrices. Elle y est parvenue et a même dépassé ce stade par comparaison avec l'ensemble des banques françaises.

Rien n'a été négligé pour accroître les contacts extérieurs. La structure du réseau d'Agences métropolitaines a été profondément remaniée. Tandis que plus d'une centaine d'entre elles étaient fermées, un nombre plus élevé de guichets nouveaux étaient ouverts, notamment dans la région parisienne et dans les grandes villes où les bureaux de quartier légers doivent être multipliés pour être efficaces.

Grâce à cette volonté d'expansion, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a pu obtenir un développement notable de ses dépôts. Le total de ses ressources a augmenté en un an de plus de 3 milliards de francs, soit de plus de 15 %. L'ensemble des comptes spéciaux d'épargne, des comptes d'épargne-logement, des dépôts à terme et des bons de caisse représentait en fin d'année un tiers de tous les dépôts contre un quart l'année précédente. Les succès ainsi enregistrés dans la collecte de l'épargne liquide doivent être attribués non seulement au relèvement sensible des taux que permet cette forme nouvelle de comptes stables, mais aussi à la multiplication des services rendus dans les domaines les plus variés. Des formules nouvelles telles que le compte de chèques-prévoyance ont contribué à renforcer la position de la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

La masse des capitaux recueillis a permis d'abord d'acquérir une plus grande indépendance à l'égard du marché monétaire, mais elle a surtout facilité l'accroissement et le changement de nature des crédits consentis. L'augmentation de nos concours, qui a été d'environ 12 %, a résulté à la fois de la hausse des chiffres d'affaires et de l'accroissement des stocks. L'utilisation de l'escompte déjà en partie relayé par les crédits de mobilisation des créances commerciales a été modérée et, si les comptes débiteurs ont fortement progressé, l'octroi aux industriels de crédits à moyen terme non mobilisables, les crédits privés offerts aux particuliers, selon des formules souples et prudentes à la fois, en sont la cause principale. Aux premiers, nous avons permis de soutenir sans formalités et avec un délai prolongé de remboursement leur effort d'investissement, cette action étant complétée efficacement par celle de nos filiales spécialisées la BANQUE AUXILIAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, l'UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME et l'UNION POUR LE CRÉDIT A L'INDUSTRIE NATIONALE. A tous nos clients, nous avons donné la possibilité d'aménager leur trésorerie par une action combinée de dépôts et de prêts et de trouver facilement auprès de leur banquier l'appui qui



partez  
les mains et l'esprit  
libres

**CHEQUES  
DE VOYAGE  
BNP**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**



leur est parfois nécessaire. Les prêts à la clientèle privée ont doublé en cours d'année; la plus grande partie d'entre eux est constituée par des crédits aux acquéreurs d'immeubles et contribue ainsi à accroître l'aide de notre établissement au financement de la construction.

L'activité de la BANQUE NATIONALE DE PARIS en matière de placements a répondu au même objet. A ses clients industriels, elle a offert le concours de ses guichets pour placer leurs obligations et aussi leurs actions. Elle a formé un syndicat international pour diffuser en France et à l'étranger une part du capital d'une grande société française. Elle a également participé parmi les premières aux émissions internationales en eurodevises.

Parallèlement, la BANQUE NATIONALE DE PARIS s'est efforcée d'intéresser à la bourse et aux placements des catégories plus nombreuses de souscripteurs. Elle a créé ÉPARGNE-GESTION pour participer aux opérations nouvelles résultant de l'intéressement. Elle a fondé une nouvelle société d'investissement à capital variable, ÉPARGNE-OBLIGATIONS. Elle a donné un essor nouveau à ÉPARGNE-VALEUR qui a réalisé en cours d'année sa fusion avec UNIVAL. Il s'agit là d'une politique de longue haleine dont les résultats doivent permettre d'alléger les charges des services de placement en suscitant la formation d'une couche nouvelle d'épargnants.

La place prise par la BANQUE NATIONALE DE PARIS dans la collectivité bancaire en France et à l'étranger devait être confirmée par l'augmentation de ses fonds propres apparents. Son capital a été fixé à 325 millions de francs, ses réserves extériorisées ont été complétées à 162,5 millions de francs et le total de ses ressources a été porté au chiffre de 487,5 millions de francs. Son bilan la place en tête de toutes les banques françaises et parmi les plus grandes banques du monde.

Ce résultat a été obtenu sans que fût interrompu l'effort d'organisation que la fusion rendait nécessaire. L'unification administrative, qui entraînait un changement de méthodes dans deux Sièges sur cinq, a été poussée activement et doit être terminée en Avril 1968. La décentralisation au sein de certaines unités régionales se poursuit; un Centre Administratif a été inauguré à Marseille pour desservir tout le Midi. La mécanographie a été développée encore mais les progrès qui s'opèrent actuellement grâce à l'exploitation automatique des chèques magnétiques, au traitement mécanographique des effets, et bientôt grâce à la transmission de l'information à distance, obligent à un examen scientifique et prudent des programmes. Des investissements considérables seront nécessaires; ils sont actuellement à l'étude et seront réalisés dès que toutes les données des problèmes auront été rassemblées.

Ainsi, par son développement, par le caractère moderne et novateur qu'elle s'efforce de donner à sa gestion, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a répondu au premier objectif de la fusion.

Les problèmes qu'elle doit résoudre sont encore nombreux. Sa rentabilité doit être améliorée : elle doit poursuivre au premier chef, en même temps que son expansion, un aménagement de ses structures internes et une politique rigoureuse de compression des frais généraux qui lui permette de donner l'exemple dans la voie déjà ouverte de l'allégement des conditions.

Les rapports de la BANQUE NATIONALE DE PARIS avec l'étranger sont conduits par un réseau d'Agences, de Filiales et de Représentants qui lui confère aujourd'hui dans le monde entier une position particulièrement forte. Son bilan consolidé s'élève à F 39 945 270 338, et marque une progression de 16 % sur celui de l'an dernier.

Dans tous les domaines, les opérations de la BANQUE NATIONALE DE PARIS ont connu une expansion considérable. L'aide apportée au développement du commerce extérieur, qui s'est étendue à un grand nombre de pays et de professions, a été illustrée notamment par plusieurs protocoles de vente de biens d'équipement, et surtout par l'accord relatif à la construction du métro de Mexico, opération de grande envergure qui représentera pour l'industrie française un chiffre d'affaires de 325 millions de francs.

En dépit de conjonctures locales parfois troublées, le réseau extérieur du Groupe BANQUE NATIONALE DE PARIS a poursuivi son extension et développé ses implantations.

La BANQUE NATIONALE DE PARIS occupait une place de choix en Afrique du Nord grâce à la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE-AFRIQUE et à ses diverses Filiales. En Algérie, les récoltes ont été particulièrement défavorisées par les conditions atmosphériques et l'activité industrielle est restée faible.

La décision du gouvernement algérien de retirer, à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 1967, aux banques étrangères l'agrément en matière de commerce extérieur a amené notre filiale à mettre fin à ses activités dans ce pays. Aux termes d'un accord intervenu le 12 Janvier 1968, la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE-AFRIQUE a cédé son réseau algérien à la BANQUE NATIONALE D'ALGÉRIE.

Au Maroc, la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE a réussi à augmenter sensiblement son chiffre d'affaires. La production agricole a encore souffert de la sécheresse. Le secteur minier enregistre un nouvel accroissement de l'ensemble des productions.

En Tunisie, L'UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE et la BANQUE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT EN TUNISIE ont terminé l'exercice dans des conditions très satisfaisantes, bien que les productions agricoles aient encore été inférieures à celles des années précédentes et que l'extraction minière n'ait pas augmenté.

Au Liban, la succursale de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE-AFRIQUE à Beyrouth a développé son fonds de commerce malgré les difficultés locales qui se sont produites cette année dans cette région.





pour tout  
ce qui vous est  
précieux  
**COFFRES  
FORTS  
BNP**

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

A Madagascar, le réseau de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE-OCÉAN INDIEN et celui de la BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT donnent toujours à notre Groupe une position prédominante sur le plan bancaire. Les récoltes ont été satisfaisantes et les liens commerciaux ont été renforcés avec les États voisins et les pays amis.

Les résultats de nos deux Filiales enregistrent une nette progression.

La Réunion a bénéficié d'une campagne sucrière légèrement supérieure à celle de l'an dernier. La BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE-OCÉAN INDIEN a maintenu son activité dans une conjoncture économique favorable.

Dans l'ex-Côte Française des Somalis, devenue Territoire Français des Afars et des Issas depuis le référendum du 19 Mars 1967, le trafic du port a été perturbé par la fermeture du Canal de Suez. Toutefois, l'exploitation de la Succursale de Djibouti de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE-OCÉAN INDIEN a pu progresser grâce à un développement sensible de ses opérations.

La Succursale de Sarrebruck, tout en assurant avec succès son rôle de liaison entre sociétés françaises et allemandes, a mis à profit le développement des exportations allemandes pour accroître ses opérations de commerce international.

La Succursale de Bruxelles, dont les résultats ont enregistré une progression sensible, a entrepris d'étendre son réseau. Elle doit ouvrir une Agence à Courtrai en Avril 1968.

A Londres, la BRITISH AND FRENCH BANK Ltd a accru son activité en dépit des difficultés rencontrées. L'installation dans l'ancien immeuble du COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, au 15, King William Street, est maintenant réalisée et tous les contacts ont été ainsi maintenus avec la fidèle clientèle des deux banques fondatrices.

Tournée vers les opérations de financement international et vers les placements boursiers, la BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL à Bâle a poursuivi son expansion.

Aux Antilles françaises, les Sièges de la Martinique et de la Guadeloupe ont continué à enregistrer une progression sensible de leur activité. En Guadeloupe, un bureau de quartier a été ouvert à Pointe-à-Pitre tandis qu'un Siège a été créé dans l'Île Saint-Barthélemy, à Gustavia.

Après les difficultés qu'avait connues l'économie colombienne à la fin de 1966, les mesures d'assainissement édictées par le gouvernement ont mis un frein à l'inflation et rétabli l'équilibre de la balance des paiements. Ces mesures ont valu à la Colombie, tout au long de l'année 1967, un climat d'austérité assez peu propice à l'activité bancaire. Malgré cela, notre réseau a poursuivi son expansion en ouvrant un nouveau Siège dans l'importante zone industrielle de Bogota. Notre établissement compte maintenant sept Agences en Colombie et se trouvera ainsi bien placé pour tirer parti de la relance prudente qui se dessine aujourd'hui.



Aux États-Unis, la FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION a sensiblement accru et diversifié ses opérations. Elle a ouvert une Succursale à Paris et nous avons tenu à lui accorder notre entier concours pour étendre son activité.

Au Canada, la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE Ltée s'est développée. Ses progrès sont particulièrement marquants dans le domaine des opérations de commerce extérieur et elle participe à la plupart des réalisations françaises au Canada, mais elle se heurte à une conjoncture souvent difficile.

Notre établissement a, par ailleurs, renforcé sa position dans la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT DU QUÉBEC dont l'objet est de favoriser le développement des investissements dans cette province.

A Panama, notre filiale, le BANCO FIDUCIARIO DE PANAMA, qui a étendu ses activités, a tiré un appréciable profit du niveau d'activité commerciale qui s'est maintenu en 1967 dans ce pays. Les bénéfices auraient encore progressé davantage s'ils n'avaient été freinés par une hausse des taux d'intérêt servis.

Les opérations de la BANQUE DE LA GUYANE ont continué à se développer en liaison avec les travaux engagés pour la création de la base spatiale de Kourou, localité où cette filiale doit ouvrir un Siège permanent au cours de l'été 1968.

Au Mexique, qui a continué à connaître un développement économique assez remarquable, le BANCO DEL ATLANTICO a ouvert deux nouvelles agences à Guadalajara et à San-José Iturbide. De son côté, la SOCIEDAD FINANCIERA DE EXPORTACIONES E IMPORTACIONES (FINEXIM) a connu tout au long de l'année écoulée une importante progression.

En Uruguay, l'UNION DE BANCOS DEL URUGUAY a, malgré une situation économique et financière délicate, maintenu ses activités dans des conditions satisfaisantes.


L'activité traditionnelle en Inde a été poursuivie par l'intermédiaire des Sièges de Bombay et de Calcutta, ainsi que par la Représentation de New Delhi. Une politique sélective de création d'Agences de quartier a été mise en œuvre en 1967.

Les résultats de la Succursale de Saïgon ont également progressé en dépit d'événements dramatiques.

La Succursale de Hong-Kong a maintenu une activité importante, en particulier pour le financement des navires.

Le Bureau de Représentation de Phnom-Penh a continué à apporter son concours au développement des relations économiques franco-khmères.

La BANQUE ETEBARATE à Téhéran occupe toujours une place importante dans les opérations de commerce extérieur et, en particulier, dans les échanges franco-iraniens.



**CREDITS  
PRIVES  
IMMOBILIERS**  
achat, construction  
aménagement intérieur  
résidence secondaire

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**



Seules implantations bancaires étrangères en Australie, les Sièges de Sydney, Melbourne et Brisbane ont bénéficié de leur appartenance à un réseau qui, à la suite de la fusion, a pris une dimension beaucoup plus vaste. Les Sièges australiens disposent ainsi de moyens d'action élargis qui leur permettent d'accroître leurs activités traditionnelles.

Désireux de développer le rôle de ces Sièges, notre établissement a du reste pris l'initiative d'organiser, en liaison avec le Conseil National du Patronat Français, une mission d'hommes d'affaires qui doit se rendre en Australie en Juin 1968.

L'action que mène la BANQUE NATIONALE DE PARIS, après le COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, dans ce pays depuis tant d'années est particulièrement opportune en raison de l'essor remarquable du pays dans maints domaines, et parfois dans des régions où des richesses inconnues ont été découvertes et rapidement mises en valeur.

Dans l'Océan Pacifique, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a obtenu l'autorisation d'ouvrir un Siège à Nouméa.

Au cours de l'année écoulée, l'ensemble de nos Sièges directs ainsi que de nos Filiales et Banques associées en Afrique ont connu une activité satisfaisante.

C'est à Genève que se trouve le siège social de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER qui coiffe une grande partie du réseau de la BANQUE NATIONALE DE PARIS en Afrique noire et lui a permis d'associer de grands partenaires à notre action dans ce continent.

La BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE-D'IVOIRE, dont l'activité est en expansion, s'est employée à promouvoir une politique de présence à l'intérieur du pays en créant un Siège permanent à Abengourou et quatre guichets périodiques.

L'activité de la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN a également progressé. Un bureau de quartier a été installé à Yaoundé.

Aux termes d'un accord conclu en Octobre 1967, la BARCLAYS BANK D.C.O. s'est associée à la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN en lui faisant apport du réseau de sept Agences qu'elle exploitait au Cameroun occidental. A la suite de cette opération, le réseau de cette BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE groupe onze Sièges.

La BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CONGO a amélioré ses résultats. Un guichet de quartier a été ouvert à Brazzaville.

L'exploitation de la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SÉNÉGAL a été, dans une certaine mesure, marquée par une conjoncture économique peu favorable, mais une amélioration de la situation actuelle peut être espérée.

Pour la SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE BANQUE, l'exercice a été marqué par la dévaluation du zaïre. L'exploitation de la BANQUE COMMERCIALE DU RWANDA s'est déroulée dans le cadre de restrictions de crédit. Les résultats de la BANQUE COMMERCIALE DU BURUNDI ont été satisfaisants.

La COMMERCIAL BANK OF AFRICA Ltd qui, après la nationalisation des banques de Tanzanie, était devenue la COMMERCIAL BANK OF KENYA a, sur la demande des autorités de l'Uganda, repris sa précédente dénomination. En dehors de la Succursale implantée à Nairobi, cet établissement est installé à Mombasa et à Kampala.

En Nigeria où nous intervenons en association avec notre Filiale anglaise, et d'autres partenaires européens et américains, l'activité de l'UNITED BANK FOR AFRICA Ltd s'est poursuivie d'une façon favorable malgré une situation troublée dans une grande partie du pays; cet établissement vient d'ouvrir sa dix-septième Agence.

Enfin, la BANQUE NATIONALE DE PARIS a créé par parts égales avec la Bank of America, la Barclays Bank, la Dresdner Bank, la Banca Nazionale del Lavoro et l'Algemene Bank Nederland, la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE EUROPÉENNE dont le siège social a été établi à Paris. Celle-ci a pour objet de faciliter les rapprochements et regroupements d'entreprises installées en Europe. Elle doit aussi contribuer par des prêts à moyen terme ou des prises de participation, au financement des investissements de sociétés dont l'activité s'étend sur plusieurs nations. Ses débuts sont encourageants.

La conduite d'un nombre aussi vaste d'activités en France et à l'étranger demande un personnel de plus en plus averti et notamment des cadres formés. En dépit des excédents que crée la fusion dans certains Sièges, la nécessité d'assurer la préparation de l'avenir et aussi de parer aux besoins d'un travail accru a obligé à maintenir notre recrutement, notamment parmi les jeunes. Notre nouveau Comité Central d'Entreprise a été constitué. Il a tenu plusieurs séances. La gestion des œuvres sociales lui a été confiée. Nous tenons à remercier ses membres comme d'ailleurs tout le personnel pour la contribution exceptionnelle qu'ils ont apportée à la réalisation des opérations de fusion et au développement des affaires. L'esprit qui anime la collectivité des cadres et des employés de la BANQUE NATIONALE DE PARIS fait bien augurer de l'avenir.



**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

**10<sup>e</sup> jeux olympiques d'hiver  
GRENOBLE**



## BILAN ET RÉSULTATS

Le bilan au 31 Décembre 1967 fait état de l'augmentation du capital et des réserves approuvée par la Commission de Contrôle des Banques dans sa séance du 13 décembre 1967.

Le capital a été porté de F 210.000.000 à F 325.000.000 et les réserves de F 40.361.489,81 à F 162.500.000. Les réserves générales, sur lesquelles ont été prélevés les montants nécessaires à la réalisation de cette opération, avaient été portés au préalable de F 40.361.489,81 à F 277.500.000.

En conséquence, le bilan soumis ce jour à votre approbation s'élève à .....

F	35.970.672.187,00
---	-------------------

en augmentation sur celui de l'an dernier de .....

F	4.717.502.551,39
---	------------------

Les dépôts de la clientèle enregistrés dans :

— les comptes courants pour .....	F	9.945.455.901,60
— les comptes de chèques et comptes sur livrets pour ..	F	11.004.628.595,74
— les bons et comptes à échéance fixe pour .....	F	4.926.955.379,20

ressortent au total à .....

F	25.877.039.876,54
---	-------------------

contre F 22.428.827.719,57 au 31 Décembre 1966.

Les autres comptes créditeurs s'élèvent à :

— comptes exigibles après encaissement .....	F	1.120.822.876,61
— créditeurs divers .....	F	1.801.455.215,23
— banques et correspondants .....	F	5.311.830.985,64

en augmentation de .....

F	1.021.783.694,19
---	------------------

par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois se trouvent à l'actif principalement dans :

— le portefeuille effets, en augmentation de .....	F	2.214.531.751,45
— les comptes courants et avances garanties, en augmentation de .....	F	869.016.771,20
— les avoirs chez les banques et correspondants, en augmentation de .....	F	1.085.636.438,36

Les acquisitions nouvelles de l'exercice, tant en ce qui concerne le poste « Immeubles et Mobilier » que le « Portefeuille titres » ont été entièrement compensées par les dotations aux postes d'amortissements et de provisions.

Les résultats de l'exercice, déduction faite des frais généraux, amortissements, provisions pour risques divers et autres charges, font apparaître un solde bénéficiaire de ...

F	17.109.577,89
---	---------------



Après imputation des sommes nécessaires pour servir aux 640.956 parts de l'ex-B.N.C.I. et aux 488.416 parts de l'ex-C.N.E.P. non encore amorties, l'intérêt minimum garanti de 3 % sur le prix de rachat des actions (F 12,54 pour l'ex-B.N.C.I. et F 22,53 pour l'ex-C.N.E.P.) à raison de :

— F 0,3762 brut par titre pour l'ex-B.N.C.I. } soit.....	F	571.248,02
— F 0,6759 brut par titre pour l'ex-C.N.E.P. }		
le solde disponible du compte de Profits et Pertes ressort à .	F	16.538.329,87
auquel s'ajoute le report antérieur de .....	F	4.323.167,40
pour former un total de.....	F	<u>20.861.497,27</u>
que, conformément aux dispositions de l'article 24 de nos statuts, nous vous proposons de répartir ainsi :		
— réserve légale (5 % sur F 16.538.329,87), effectivement portée à .....	F	827.000,00
pour arrondir le montant total de la réserve légale à F 7.621.000 (dont F 76.167 constitués sur les plus-values à long terme)		
— réserve spéciale (loi du 12 juillet 1965) .....	F	1.447.172,79
— intérêt complémentaire aux parts bénéficiaires, à raison de F 0,7488 par titre pour l'ex-B.N.C.I. et F 1,3241 par titre pour l'ex-C.N.E.P. ....	F	1.126.659,48
— attribution aux actions transférées à l'État .....	F	13.000.000,00
— attribution au Conseil d'Administration .....	F	50.000,00
— le surplus étant reporté à nouveau .....	F	4.410.665,00
	F	<u>20.861.497,27</u>

*Le Conseil d'Administration.*

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### EXERCICE 1967

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte, pour l'exercice 1967, de la mission de Commissaires qui nous a été dévolue par arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances en date du 21 Décembre 1967.

Nous avons pris contact avec les services administratifs et avons, tant au Siège Social que dans deux Centres de province, examiné l'organisation générale et le fonctionnement de la comptabilité.

Nous avons également procédé sur place à des sondages qui nous ont permis de constater la régularité des processus d'enregistrement comptable et de vérifier la consistance des éléments examinés.

Enfin, toutes explications requises nous ont été données sur la formation des valeurs inscrites au bilan, les méthodes d'évaluation et le calcul des provisions. Ces valeurs coïncident avec les chiffres inscrits dans les comptes.

Nous avons pris connaissance en temps utile du rapport du Conseil d'Administration et constaté l'exactitude des renseignements tirés de la comptabilité dont il fait état.

Touchant à la **présentation** et aux méthodes **d'évaluation**, nous vous confirmons les indications données dans ce rapport :

- le montant net du compte «**immeubles et mobilier**»

qui s'inscrit au bilan, net après amortissements, a fait l'objet d'une réévaluation de ..... correspondant à une réduction équivalente des amortissements; suivant un usage depuis longtemps pratiqué, les dépenses d'investissements étaient amorties dans l'année même où elles étaient exposées, ce qui a eu pour effet de constituer une réserve portée en atténuation des valeurs d'actif dont la plus-value ci-dessus ne représente

F 178.038.510,19



qu'une partie : après cette réévaluation le poste « **immeubles et mobilier** » représente 52 % des capitaux propres.

- de même, une partie des provisions inscrites au passif sous la rubrique « **crédeurs divers** », constituées dans le passé pour couvrir des risques aujourd'hui disparus, a été dégagée à concurrence de.....

F 59.100.000,00

Les valeurs ainsi explicitées, au total.....  
ont été affectées, pour..... F 115.000.000,00  
à l'augmentation du capital,  
approuvée par la Commission  
de Contrôle des Banques dans  
sa séance du 13 Décembre 1967,  
le solde .....

F 237.138.510,19

F 122.138.510,19

aux « **réserves** ».

- le calcul du réescompte du portefeuille a subi quelques modifications, tout en restant dans les limites normales.

\* \* \*

Nous ne croyons pas devoir reprendre ici la plupart des chiffres déjà cités dans le rapport du Conseil d'Administration; nous précisons seulement certains points touchant quelques postes du bilan et leur évolution.

## A L'ACTIF

- Le poste « **avances et débiteurs divers** » comprend d'une part des créances de caractère courant sur divers organismes, correspondants et clients de passage, d'autre part des créances douteuses et litigieuses (montant net après déduction des provisions nécessaires).

- Les « **comptes d'ordre et divers** » font état d'opérations à cheval sur la fin de l'exercice (frais payés d'avance et produits à percevoir répondant à la définition usuelle de comptes de régularisation d'actif) et d'inscriptions en attente d'affectation définitive en comptes de tiers (clientèle généralement).

- Le solde du compte « **titres** » n'a pas été modifié, les acquisitions nouvelles et les ajustements de provisions normales ayant été, suivant l'usage de votre société, compensés exactement par un complément de provision, inscrit en déduction des valeurs d'actif. Le détail des mouvements passés à ce compte nous a été communiqué.

- Le poste « **immeubles et mobilier** », passant de F 77,3 à F 255,3 millions, ne s'est accru qu'à raison de l'opération de réévaluation déjà citée, les acquisitions de l'exercice ayant été totalement amorties.





## AU PASSIF

• Sous la rubrique « **crédeurs divers** » s'inscrivent des dettes de caractère courant envers divers organismes, correspondants et clients de passage, des frais à payer, des sommes dues aux organismes fiscaux et sociaux, ainsi que des provisions pour risques.

• Les « **comptes d'ordre et divers** » sont formés du réescompte du portefeuille, et d'inscriptions en attente d'affectation définitive en comptes de tiers.

• L'accroissement des « **réserves** » (portées de F 38.793.762 à F 162.500.000) s'explique pour..... F 1.567.728,00 par l'affectation donnée aux bénéfices de 1966 (décision de la Commission de Contrôle réunie le 14 Juin 1967) et pour le solde ..... F 122.138.510,00 par l'opération citée au début du présent rapport.

Augmentation totale ..... F 123.706.238,00

Tels sont, Messieurs, les renseignements qu'il nous a semblé utile d'ajouter à ceux que vous donne le rapport du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice 1967, à l'approbation desquels nous ne présentons aucune objection.

Paris, le 17 avril 1968

*Les Commissaires*

Claude CASTEL, Jacques FRINAULT  
Commissaires de Sociétés inscrits sur la liste  
de la Cour d'Appel de Paris.

## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES

SUR LES OPÉRATIONS VISÉES A L'ART. 40  
DE LA LOI DU 24 JUILLET 1867  
ET A L'ART. 17 DU DÉCRET DU 28 MAI 1946  
CONCERNANT LES BANQUES NATIONALISÉES

## EXERCICE 1967

Messieurs,

En application des textes régissant les rapports de votre Société avec ses administrateurs, votre Conseil d'Administration nous a régulièrement avisés des conventions dont il avait, dans le cours de l'année 1967, autorisé la conclusion. Il s'agit des opérations suivantes :

— achat d'actions en vue de faciliter la fusion entre une filiale mexicaine et une autre banque;

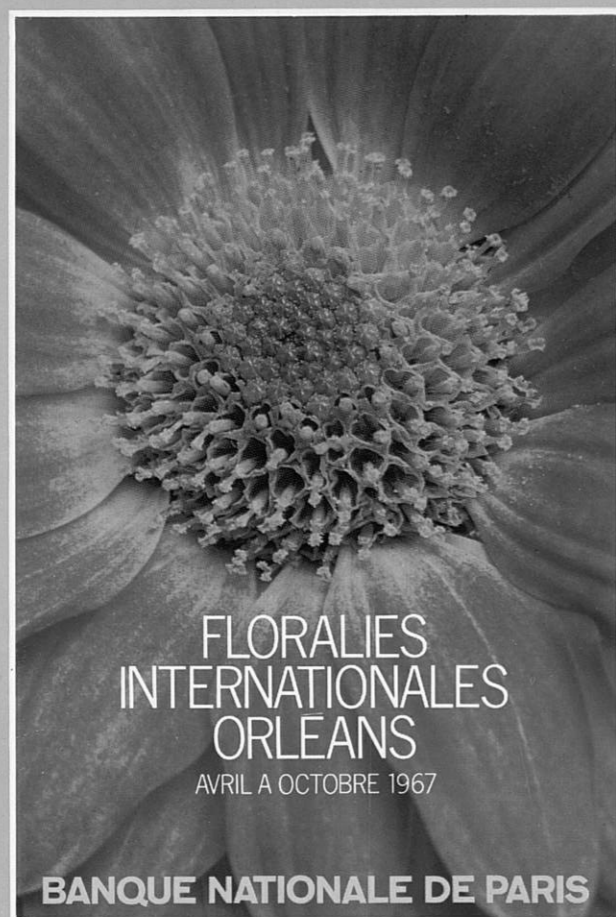
— crédits consentis sous diverses formes ou cautions données à des sociétés au Conseil d'Administration desquelles siègent certains de vos Administrateurs.

Paris, le 17 avril 1968

*Les Commissaires*

Claude CASTEL, Jacques FRINAULT  
Commissaires de Sociétés inscrits sur la liste  
de la Cour d'Appel de Paris.





## RÉSOLUTIONS

DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES BANQUES  
(SÉANCE DU 26 JUIN 1968)  
APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 1967

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

La Commission de Contrôle des Banques, conformément aux propositions du Conseil d'Administration et après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes :

- approuve les comptes de l'exercice 1967 arrêtés au 31 Décembre 1967 et le règlement d'inventaire, tels qu'ils lui ont été présentés;
- fixe la répartition par part allouée aux parts bénéficiaires nominatives soit :
  - de l'ex-B.N.C.I. à F 1,125;
  - de l'ex-C.N.E.P. à F 2,00 ;

par application de l'article 8 de la loi du 2 Décembre 1945, modifié par l'article 4 de la loi n° 46-1071 du 17 Mai 1946.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

La Commission décide, conformément à l'article 24 des statuts de la BANQUE NATIONALE DE PARIS :

- l'attribution aux actions de la BANQUE NATIONALE DE PARIS transférées à l'État d'une somme totale de F 13.000.000,
- le versement au Conseil d'Administration d'une somme de F 50.000 à titre de tantièmes.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

La Commission approuve le rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes en exécution des articles 34 et 40 de la loi du 24 Juillet 1867 et de l'article 17 du décret n° 46-1246 du 28 Mai 1946.



## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1967 AVANT RÉPARTITION

ACTIF		PASSIF	
Caisse, Trésor Public Banques d'émission... F	708.989.272,38	Comptes de chèques et comptes sur livrets. F	11.004.628.595,74
Banques et Correspondants .....	5.396.597.476,50	Comptes courants .... F	9.945.455.901,60
Portefeuille effets .....	22.224.753.055,81	Banques et Correspondants .....	5.311.830.985,64
Coupons .....	86.077.057,79	Comptes exigibles après encaissement .....	1.120.822.876,61
Comptes courants.... F	4.681.924.954,09	Créditeurs divers..... F	1.801.455.215,23
Avances garanties.... F	630.022.995,42	Acceptations à payer.. F	1.055.752.859,05
Avances et débiteurs divers .....	516.986.382,88	Bons et comptes à échéance fixe .....	4.926.955.379,20
Débiteurs par acceptations .....	1.055.752.859,05	Comptes d'ordre et Divers .....	294.837.628,64
Titres .....	110.151.395,70	Réserves .....	162.500.000,00
Comptes d'ordre et Divers .....	304.080.425,65	Capital .....	325.000.000,00
Immeubles et Mobilier. F	255.336.311,73	Report à nouveau.... F	4.323.167,40
F	35.970.672.187,00	Résultats .....	17.109.577,89
		F	35.970.672.187,00

### COMPTE DE PRO

DÉBIT	
Frais Généraux..... F	1.256.706.178
— dépenses de personnel. F 899.086.938	
— impôts et taxes (sauf impôts sur les sociétés). F 75.622.295	
— autres frais généraux.. F 281.996.945	
Taxes sur les affaires..... F	15.662.708
Amortissements et divers..... F	62.835.211
Impôt sur les sociétés..... F	43.703.000
Profits de l'exercice..... F	17.109.578
F	1.396.016.675

### HORS-BILAN

DÉBIT			
Engagement par cautions et avals..... F	5.795.120.840,00	Intérêt minimum garanti aux parts bénéficiaires .....	F 571.248,02
Effets escomptés circulant sous notre endos. F	2.769.037.116,00	Solde disponible ainsi réparti :	
Ouvertures de crédits confirmés .....	755.553.388,00	Réserve légale..... F	827.000,00
		Intérêts complémentaires aux parts bénéficiaires .....	F 1.126.659,48
		Réserve spéciale..... F	1.447.172,79
		Attribution aux actions transférées à l'État .....	F 13.000.000,00
		Attribution au Conseil d'Administration .....	F 50.000,00
		Report à nouveau .....	F 4.410.665,00
		F	21.432.745,29.

## FILIALES ET BANQUES ASSOCIÉES

dont la B.N.P. possède le contrôle ou assume la responsabilité de gestion et dont le bilan a été pris en considération pour l'établissement de la situation consolidée

- B.N.C.I. (Afrique) et ses filiales :  
Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (B.M.C.I.)  
Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (U.B.C.I.)  
Panama Bank and Trust Company (PATCO)
- B.N.C.I. (Océan Indien)
- British and French Bank Ltd - Londres et sa filiale :  
United Bank for Africa Ltd - Lagos (U.B.A.)
- Banque pour le Commerce International - Bâle (B.P.C.I.)
- Banque de la Guyane - Cayenne
- Banque Guilhot - Agen
- Banque Régionale du Centre - Roanne
- Banque Auxiliaire pour le Commerce et l'Industrie (B.A.C.I.)
- Banque Malgache d'Escompte et de Crédit - Madagascar (BAMES)
- Société Financière pour le Commerce et l'Industrie - Montréal (S.F.C.I.)
- Société pour le Développement International du Commerce et de l'Industrie (INTERCOMI)



## SITUATION CONSOLIDÉE DU GROUPE B. N. P.

AU 31 DÉCEMBRE 1967

Afin de donner une idée plus exacte de l'ensemble du groupe BNP, il a été établi une situation consolidée pour l'exercice clos en 1967 de la BNP et des filiales ou banques associées dont elle possède le contrôle ou assume la responsabilité de gestion. La liste de ces filiales figure au verso.

### ACTIF

	Situation consolidée	Situation B. N. P.
	Francs	Francs
Caisses, Trésors Publics, Banques d'émission .....	849.182.654	708.989.272,38
Banques et Correspondants .....	5.627.235.086	5.396.597.476,50
Portefeuille effets .....	23.616.172.484	22.224.753.055,81
Coupons .....	87.634.663	86.077.057,79
Comptes courants .....	6.550.020.351	4.681.924.954,09
Avances garanties .....	820.414.070	630.022.995,42
Avances et débiteurs divers .....	573.620.921	516.986.382,88
Débiteurs par acceptations .....	1.134.057.447	1.055.752.859,05
Titres .....	55.890.676	110.151.395,70
Comptes d'ordre et divers .....	325.177.641	304.080.425,65
Immeubles et Mobilier .....	305.864.345	255.336.311,73
	<u>39.945.270.338</u>	<u>35.970.672.187,00</u>

### PASSIF

	Francs	Francs
Comptes de chèques .....	11.838.112.393	11.004.628.595,74
Comptes courants .....	11.927.180.684	9.945.455.901,60
Banques et Correspondants .....	5.455.763.402	5.311.830.985,64
Comptes exigibles après encaissement ..	1.249.009.395	1.120.822.876,61
Créditeurs divers .....	1.972.320.684	1.801.455.215,23
Acceptations à payer .....	1.134.057.447	1.055.752.859,05
Dividendes restant à payer .....	2.422.389	
Bons et comptes à échéance fixe .....	5.370.091.601	4.926.955.379,20
Comptes d'ordre et divers .....	358.435.353	294.837.628,64
Capital .....	366.355.097	325.000.000,00
Réserves .....	233.719.587	162.500.000,00
Report à nouveau .....	8.975.133	4.323.167,40
Résultats .....	28.827.173	17.109.577,89
	<u>39.945.270.338</u>	<u>35.970.672.187,00</u>

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1967 APRÈS RÉPARTITION

ACTIF		PASSIF	
Caisse, Trésor Public Banques d'émission.. F	708.989.272,38	Comptes de chèques et comptes sur livrets. F	11.004.628.595,74
Banques et Correspondants .....	5.396.597.476,50	Comptes courants.... F	9.945.455.901,60
Portefeuille effets..... F	22.224.753.055,81	Banques et Correspondants .....	5.311.830.985,64
Coupons .....	86.077.057,79	Comptes exigibles après encaissement .....	1.120.822.876,61
Comptes courants.... F	4.681.924.954,09	Créditeurs divers..... F	1.816.203.122,73
Avances garanties.... F	630.022.995,42	Acceptations à payer.. F	1.055.752.859,05
Avances et débiteurs divers .....	516.986.382,88	Bons et comptes à échéance fixe .....	4.926.955.379,20
Débiteurs par accepta- tions .....	1.055.752.859,05	Comptes d'ordre et Di- vers .....	294.837.628,64
Titres .....	110.151.395,70	Réserves .....	164.774.172,79
Comptes d'ordre et Di- vers .....	304.080.425,65	Capital .....	325.000.000,00
Immeubles et Mobilier. F	255.336.311,73	Report à nouveau.... F	4.410.665,00
	F 35.970.672.187,00		F 35.970.672.187,00

### FITS ET PERTES

CRÉDIT	
Produit net bancaire..... F	1.385.047.452
Produits du portefeuille titres..... F	9.975.258
Revenus des immeubles et divers.... F	993.965
	F 1.396.016.675

### HORS-BILAN

CRÉDIT			
Report antérieur .....	F 4.323.167,40	Engagement par cau- tions et avals..... F	5.795.120.840,00
Produits nets de l'exercice défalca- tion faite des frais généraux, amortisse- ments, provisions pour risques quel- conques et autres charges..... F	17.109.577,89	Effets escomptés circu- lant sous notre endos. F	2.769.037.116,00
	F 21.432.745,29	Ouvertures de crédits confirmés .....	F 755.553.388,00







DÉPARTEMENT DES ÉTUDES  
ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

613

**BNP**

bilans  
annuels  
exercice 1967

BANQUE NATIONALE DE PARIS



# BILANS ANNUELS DE LA B.N.P.

et de ses principales filiales  
et banques associées

## EXERCICE 1967

	Pages
Situation consolidée du Groupe B.N.P.....	2
B.N.P. (France, Outre-mer, Étranger).....	3
BANQUE GUILHOT.....	4
BANQUE RÉGIONALE DU CENTRE.....	5
BANQUE AUXILIAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (B.A.C.I.).....	6
INTERCOMI.....	7
BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL (B.P.C.I.).....	8
BRITISH AND FRENCH BANK Ltd.....	9
B.N.C.I. (Afrique).....	10
BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (B.M.C.I.).....	11
UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUS- TRIE (U.B.C.I.).....	12
B.N.C.I. (Océan Indien).....	13
BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT (BAMÉS).....	14
UNITED BANK FOR AFRICA Ltd (U.B.A.).....	15
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (S.F.C.I. Ltée).....	16
PANAMA BANK AND TRUST COMPANY (PATCO).....	17
BANQUE DE LA GUYANE.....	18
UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME (U.F.I.L.O.M.).....	19
UNION POUR LE CRÉDIT A L'INDUSTRIE NATIO- NALE (UCINA).....	20
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE- MER (S.F.O.M.).....	21
BANQUE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT A L'INDUS- TRIE EN TUNISIE (B.E.I.T.).....	22
B.I.C.I. DU CAMEROUN.....	23
B.I.C.I. DU CONGO.....	24
B.I.C.I. DE LA CÔTE-D'IVOIRE.....	25
B.I.C.I. DU SÉNÉGAL.....	26
BANQUE ETEBARATE IRAN.....	27
FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION.....	28
BANCO DEL ATLANTICO.....	29
FINEXIM.....	30
UNION DE BANCOS DEL URUGUAY.....	31

## FILIALES

dont le bilan a été pris  
en considération pour  
l'établissement  
de la situation consolidée.

## AUTRES FILIALES ET BANQUES ASSOCIÉES



## ACTIF

	Francs
Caisses, Trésors Publics, Banques d'émission .....	849.182.654
Banques et Correspondants .....	5.627.235.086
Portefeuille effets .....	23.616.172.484
Coupons .....	87.634.663
Comptes courants .....	6.550.020.351
Avances garanties .....	820.414.070
Avances et débiteurs divers .....	573.620.921
Débiteurs par acceptations .....	1.134.057.447
Titres.....	55.890.676
Comptes d'ordre et divers .....	325.177.641
Immeubles et Mobilier .....	305.864.345
	<u>39.945.270.338</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques et comptes sur livrets .....	11.838.112.393
Comptes courants .....	11.927.180.684
Banques et Correspondants .....	5.455.763.402
Comptes exigibles après encaissement .....	1.249.009.395
Créditeurs divers.....	1.972.320.684
Acceptations à payer.....	1.134.057.447
Dividendes restant à payer.....	2.422.389
Bons et comptes à échéance fixe .....	5.370.091.601
Comptes d'ordre et divers .....	358.435.353
Capital .....	366.355.097
Réserves .....	233.719.587
Report à nouveau.....	8.975.133
Résultats .....	28.827.173
	<u>39.945.270.338</u>

SITUATION  
CONSOLIDÉE  
DU GROUPE  
B.N.P.

## ACTIF

	Francs
Caisses, Trésors Publics, Banques d'émission .....	708.989.272,38
Banques et Correspondants .....	5.396.597.476,50
Portefeuille effets .....	22.224.753.055,81
Coupons .....	86.077.057,79
Comptes courants .....	4.681.924.954,09
Avances garanties .....	630.022.995,42
Avances et débiteurs divers .....	516.986.382,88
Débiteurs par acceptations .....	1.055.752.859,05
Titres.....	110.151.395,70
Comptes d'ordre et divers .....	304.080.425,65
Immeubles et Mobilier .....	255.336.311,73
	<u>35.970.672.187,00</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques et comptes sur livrets .....	11.004.628.595,74
Comptes courants .....	9.945.455.901,60
Banques et Correspondants .....	5.311.830.985,64
Comptes exigibles après encaissement .....	1.120.822.876,61
Créditeurs divers .....	1.801.455.215,23
Acceptations à payer .....	1.055.752.859,05
Bons et comptes à échéance fixe .....	4.926.955.379,20
Comptes d'ordre et divers .....	294.837.628,64
Capital .....	325.000.000,00
Réserves .....	162.500.000,00
Résultats .....	17.109.577,89
Report à nouveau.....	4.323.167,40
	<u>35.970.672.187,00</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals.....	5.795.120.840,00
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	2.769.037.116,00
Ouvertures de crédits confirmés .....	755.553.388,00

BANQUE  
NATIONALE  
DE PARIS

ÉTABLISSEMENT NATIONALISÉ  
(LOI DU 2 DÉCEMBRE 1945)  
SIÈGE SOCIAL & DIRECTION  
GÉNÉRALE :  
16, Boulevard des Italiens — PARIS  
Président : M. Henry BIZOT  
Vice-Président : M. Pierre CALVET  
Administrateur Directeur Général :  
M. Pierre LEDOUX  
Directeurs Généraux Adjoints :  
MM. L. ASSÉMAT, G. DÉFOSSÉ,  
G. LLEWELLYN et Y. THOMAZEAU



## ACTIF

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission.....	7.478.065,24
Banques et Correspondants .....	102.416.004,43
Portefeuille effets.....	82.951.222,83
Coupons.....	239,22
Comptes courants .....	56.913.857,30
Avances garanties .....	3.179.158,66
Avances et débiteurs divers .....	695.943,24
Titres.....	181.425,00
Comptes d'ordre et divers .....	6.479.100,58
Immeubles et Mobilier .....	2.481.530,52
	<u>262.776.547,02</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques et comptes sur livrets .....	111.497.846,18
Comptes courants .....	57.579.954,73
Banques et Correspondants .....	16.060.361,77
Comptes exigibles après encaissement .....	1.333.738,30
Créditeurs divers.....	6.229.556,80
Bons et comptes à échéance fixe.....	62.663.316,72
Comptes d'ordre et divers .....	2.230.240,60
Capital .....	2.550.000,00
Réserves .....	2.400.000,00
Résultats .....	181.979,79
Report à nouveau.....	49.552,13
	<u>262.776.547,02</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals.....	18.859.259,00
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	62.174.172,00

BANQUE  
GUILHOT

SIÈGE SOCIAL :  
8, Rue de Cessac  
AGEN (Lot-et-Garonne)  
Président-Directeur Général :  
M. A. de CAZANOVE  
Directeur : M. F. EVELLIN

## ACTIF

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	11.513.075,51
Banques et Correspondants .....	17.944.659,78
Portefeuille effets .....	177.263.091,41
Coupons .....	279.543,04
Comptes courants .....	30.977.822,44
Avances garanties .....	1.625.397,60
Avances et débiteurs divers .....	3.451.020,21
Débiteurs par acceptations .....	5.588.521,62
Titres .....	429.537,00
Comptes d'ordre et divers .....	2.282.704,42
Immeubles et Mobilier .....	2.660.465,18
	<u>254.015.838,21</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques et comptes sur livrets .....	80.742.043,14
Comptes courants .....	83.548.715,78
Banques et Correspondants .....	9.709.334,77
Comptes exigibles après encaissement .....	8.224.865,78
Créditeurs divers.....	4.429.629,52
Acceptations à payer.....	5.588.521,62
Dividendes restant à payer .....	35.298,96
Bons et comptes à échéance fixe .....	48.254.453,70
Comptes d'ordre et divers .....	4.380.079,28
Capital .....	4.000.000,00
Réserves .....	4.000.000,00
Résultats .....	832.258,00
Report à nouveau .....	270.637,66
	<u>254.015.838,21</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	29.864.148,68
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	5.735.598,12
Ouvertures de crédits confirmés .....	1.614.030,18

BANQUE  
RÉGIONALE  
DU CENTRE

SIÈGE SOCIAL :  
61, Rue Jean-Jaurès  
ROANNE (Loire)  
Président :  
M. J. LUQUET de SAINT-GERMAIN  
Administrateur Directeur Général :  
M. J. GAGNÉ  
Directeur Général Adjoint :  
M. M. VADON



## ACTIF

Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	366.628,10
Banques et Correspondants .....	905.568,98
Portefeuille effets .....	18.519.578,30
Comptes courants .....	24.960.438,97
Avances garanties .....	6.414.693,82
Avances et débiteurs divers .....	1.730.785,63
Titres .....	10.721.524,72
Immeubles et Mobilier .....	60.000,00
	<u>63.679.218,52</u>

## PASSIF

Comptes de chèques .....	8.965.937,57
Comptes courants .....	6.733.542,09
Banques et Correspondants .....	20.078.532,51
Comptes exigibles après encaissement .....	356.119,78
Créditeurs divers .....	3.435.353,59
Dividendes restant à payer .....	428,32
Bons et comptes à échéance fixe .....	10.706.857,22
Comptes d'ordre et divers .....	585.537,84
Capital .....	10.000.000,00
Réserves .....	1.500.000,00
Résultats .....	1.071.545,13
Report à nouveau .....	245.364,47
	<u>63.679.218,52</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	327.211,00
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	13.360.721,00
Ouvertures de crédits confirmés .....	7.504.501,00

## BANQUE AUXILIAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE

SIÈGE SOCIAL :  
1, Boulevard Haussmann — PARIS  
Bureaux :  
65, Rue d'Anjou — PARIS  
Président : M. A. CRAMOIS  
Directeur Général : M. D. OUDARD

## ACTIF

Caisse et Banques .....	6.422,20
Créances sur l'étranger .....	6.909.113,50
Débiteurs pour engagements donnés .....	626.972,26
Débiteurs divers .....	652.203,05
Comptes de régularisation .....	26.864,81
Immobilisations .....	283.238,63
	<u>8.504.814,45</u>

## PASSIF

Mobilisations de créances .....	4.948.367,14
Engagements donnés .....	626.972,26
Créditeurs divers .....	1.653.745,30
Provisions pour risques .....	155.287,47
Comptes de régularisation .....	12.494,15
Capital .....	1.000.000,00
Réserves .....	33.716,16
Résultats .....	62.882,51
Report à nouveau .....	11.349,46
	<u>8.504.814,45</u>

## SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE INTERCOMI

Francs  
6.422,20  
6.909.113,50  
626.972,26  
652.203,05  
26.864,81  
283.238,63  
8.504.814,45

Francs  
4.948.367,14  
626.972,26  
1.653.745,30  
155.287,47  
12.494,15  
1.000.000,00  
33.716,16  
62.882,51  
11.349,46  
8.504.814,45

SIÈGE SOCIAL :  
5, Rue Drouot — PARIS  
Président : M. L. ASSÉMAT  
Directeur Général : M. L.E. SUSSFELD



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1967

**ACTIF**

	Francs suisses
Caisse, Comptes de virement et de Chèques Postaux	11.487.017,72
Avoirs en banque à vue .....	27.830.102,58
Avoirs en banque à terme .....	41.846.980,55
Effets de change .....	3.224.930,85
Reports .....	592.949,60
Comptes courants débiteurs en blanc .....	3.762.382,45
Comptes courants débiteurs gagés .....	60.945.269,02
Avances et prêts à terme fixe en blanc .....	7.078.188,35
Titres et participations permanentes .....	682.341,00
Autres postes de l'Actif .....	322.847,78
	<u>157.773.009,90</u>

**PASSIF**

	Francs suisses
Engagements en banque à vue .....	17.076.926,72
Engagements en banque à terme .....	42.591.177,16
Engagements découlant d'opérations de report ...	303.256,80
Comptes de chèques et comptes créanciers à vue...	53.824.092,52
Créanciers à terme .....	24.320.804,91
Autres postes du Passif .....	7.403.161,42
Capital .....	5.000.000,00
Réserves .....	5.750.000,00
Résultats .....	1.278.815,25
Report à nouveau.....	224.775,12
	<u>157.773.009,90</u>

**HORS BILAN**

Engagements par cautions .....	37.558.957,00
Engagements par accreditifs .....	128.681.635,61

**BANQUE  
POUR LE  
COMMERCE  
INTERNATIONAL  
S.A.**

SIÈGE SOCIAL :  
Aeschengraben 25 - Parkweg 8 — BALE  
Président : M. G. OTT  
Vice-Président : M. H. GILET  
Directeur Général : M. G. HAMON

BILAN AU 31 MARS 1967

**ACTIF**

ACTIF ORDINAIRE	£	£
Caisse et Banques :		
— en Grande-Bretagne .....	821,470	
— à l'étranger .....	955,307	1,776,777
Prêts au jour le jour et à court terme ....		23,361,019
Effets escomptés .....		468,631
Placements au cours d'achat ou au-dessous et au-dessous de la valeur boursière :		
— fonds d'État britanniques .....	98,018	
— autres valeurs cotées .....	1,198	
— valeurs non cotées, au cours d'achat...	2,000	101,216
Avances aux clients et autres comptes ....		43,997,712
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS :		
— acceptations .....	3,784,048	
— endos, crédits confirmés et autres obli- gations .....	5,252,331	9,036,379
PARTICIPATIONS .....		821,328
IMMOBILISATIONS		
Immeubles, mobilier, installations, etc. :		45,838
valeur d'achat moins dépréciation à ce jour.		<u>79,608,900</u>

**PASSIF**

	£	£
CAPITAL	Autorisé	Émis et entiè- rement versé-
Actions privilégiées 4 ½ % remboursables et cumulatives, de £ 1 chacune .....	300,000	300,000
Actions ordinaires de £ 1 chacune .....	2,700,000	2,700,000
	<u>3,000,000</u>	3,000,000
RÉSERVES .....		400,000
REPORT A NOUVEAU .....		82,022
		<u>3,482,022</u>
COMPTES COURANTS, DE DÉPOTS ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités) .....	55,888,923	
BANQUE NATIONALE DE PARIS et ses filiales .....	11,150,576	
Dividendes à payer .....	51,000	67,090,499
ACCEPTATIONS, ENDOS, CRÉDITS CONFIRMÉS ET AUTRES OBLIGA- TIONS pour compte de clients et de corres- pondants :		
— acceptations .....	3,784,048	
— endos, crédits confirmés et autres obli- gations .....	5,252,331	9,036,379
		<u>79,608,900</u>

**BRITISH  
AND FRENCH  
BANK LTD**

SIÈGE SOCIAL & DIRECTION  
GÉNÉRALE :  
8/13 King William Street  
LONDRES E.C. 4  
Président : Sir John BALFOUR  
Administrateur Directeur Général :  
M. G. GEAS



## ACTIF

	Francs
Caisse, Trésors Publics, Banques d'émission .....	30.820.885,17
Banques et Correspondants .....	156.118.228,47
Portefeuille effets .....	267.179.951,59
Comptes courants .....	159.013.868,18
Avances garanties .....	15.786.086,77
Avances et débiteurs divers .....	25.547.057,07
Débiteurs par acceptations .....	658.280,45
Titres .....	14.823.510,73
Comptes d'ordre et divers .....	1.132.564,80
Immeubles et Mobilier .....	3.785.400,00
	<u>674.865.833,23</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques .....	231.674.252,78
Comptes courants .....	200.700.712,70
Banques et Correspondants .....	41.955.699,11
Comptes exigibles après encaissement .....	32.498.876,94
Créditeurs divers .....	64.207.531,25
Acceptations à payer .....	658.280,45
Dividendes restant à payer .....	33.349,20
Bons et comptes à échéance fixe .....	64.332.185,38
Comptes d'ordre et divers .....	15.036.343,64
Capital .....	10.000.000,00
Réserves .....	11.500.000,00
Résultats .....	1.352.270,50
Report à nouveau .....	916.331,28
	<u>674.865.833,23</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	133.096.840,52
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	10.729.806,92
Ouvertures de crédits confirmés .....	40.552.987,73

## BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (AFRIQUE)

SIÈGE SOCIAL :  
1, Boulevard Haussmann — PARIS  
DIRECTION GÉNÉRALE :  
5, Rue Sainte-Cécile — PARIS  
Président : M. H. GILET  
Vice-Président : M. Y. LE LAY  
Administrateur Directeur Général :  
M. P. LEDOUX  
Directeur Général Adjoint :  
M. R. SURCHAMP

## ACTIF

	Dirhams
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	10.577.909,48
Banques et Correspondants .....	25.925.430,47
Portefeuille effets .....	238.467.856,86
Coupons .....	1.073.857,86
Comptes courants .....	55.269.763,95
Avances garanties .....	14.987.906,98
Avances et débiteurs divers .....	726.192,51
Titres .....	2.866.416,11
Comptes d'ordre et divers .....	557.591,39
Immeubles et Mobilier .....	9.111.752,07
	<u>359.564.677,68</u>

## PASSIF

	Dirhams
Comptes de chèques .....	98.492.003,95
Comptes courants .....	155.015.266,73
Banques et Correspondants .....	31.704.889,45
Comptes exigibles après encaissement .....	7.819.146,56
Créditeurs divers .....	7.296.295,48
Bons et comptes à échéance fixe .....	39.459.496,67
Comptes d'ordre et divers .....	7.634.075,37
Capital .....	8.000.000,00
Réserves .....	1.700.000,00
Résultats .....	2.105.711,79
Report à nouveau .....	337.791,68
	<u>359.564.677,68</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	60.103.654,41
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	31.998.865,00
Ouvertures de crédits confirmés .....	11.367.947,66

## BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE FILIALE DE LA B.N.C.I. (AFRIQUE)

SIÈGE SOCIAL :  
26, Place Mohammed V  
CASABLANCA  
Président :  
M. H. GILET  
Administrateur-Délégué :  
M. R. SURCHAMP  
Administrateur Directeur Général :  
M. J. GROJAT



## ACTIF

	Dinars tunisiens
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	515.098,127
Banques et Correspondants .....	1.657.760,019
Portefeuille effets .....	12.100.847,261
Coupons .....	24.449,178
Comptes courants .....	3.351.871,991
Avances garanties .....	551.711,096
Avances et débiteurs divers .....	55.220,410
Débiteurs par acceptations .....	53.246,441
Titres .....	89.312,149
Comptes d'ordre et divers .....	106.861,073
Immeubles et Mobilier .....	94.006,484
	<u>18.600.384,229</u>

## PASSIF

	Dinars tunisiens
Comptes de chèques .....	5.951.720,110
Comptes courants .....	5.549.858,703
Banques et Correspondants .....	1.380.714,975
Comptes exigibles après encaissement .....	184.913,473
Créditeurs divers .....	732.417,861
Acceptations à payer .....	53.246,441
Dividendes restant à payer .....	60.931,413
Bons et comptes à échéance fixe .....	3.488.693,332
Comptes d'ordre et divers .....	293.134,308
Capital .....	600.000,000
Réserves .....	120.000,000
Résultats .....	161.959,635
Report à nouveau .....	22.793,978
	<u>18.600.384,229</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	2.191.770,404
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	162.813,000
Ouvertures de crédits confirmés .....	587.404,961

UNION  
BANCAIRE  
POUR LE  
COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE  
FILIALE DE LA B.N.C.I.  
(AFRIQUE)

SIÈGE SOCIAL :  
7/9, Rue Es-Sadikia — TUNIS  
DIRECTION GÉNÉRALE :  
55/57, Rue Nahas-Pacha — TUNIS  
Président Directeur Général :  
M. Mohamed BADRA  
Vice-Président :  
M. Jean TONEL

## ACTIF

	Francs
Caisses, Trésors Publics, Banques d'émission ....	13.732.963,09
Banques et Correspondants .....	115.985.151,83
Portefeuille effets .....	269.819.907,85
Comptes courants .....	80.591.265,57
Avances garanties .....	21.147.663,31
Avances et débiteurs divers .....	9.913.976,26
Débiteurs par acceptations .....	81.460,00
Titres .....	8.041.126,00
Comptes d'ordre et divers .....	2.735.353,03
Immeubles et Mobilier .....	8.000.000,00
	<u>530.048.866,94</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques et comptes sur livrets .....	125.409.876,69
Comptes courants .....	162.163.519,39
Banques et Correspondants .....	78.790.495,30
Comptes exigibles après encaissement .....	12.257.375,40
Créditeurs divers .....	25.738.845,48
Acceptations à payer .....	81.460,00
Dividendes restant à payer .....	54.606,59
Bons et comptes à échéance fixe .....	70.775.379,05
Comptes d'ordre et divers .....	3.374.626,78
Capital .....	18.750.000,00
Réserves .....	30.000.000,00
Résultats .....	2.314.450,58
Report à nouveau .....	338.231,68
	<u>530.048.866,94</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	100.125.715,00
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	100.847.897,00
Ouvertures de crédits confirmés .....	3.876.538,00

BANQUE  
NATIONALE  
POUR  
LE COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE  
(OCÉAN INDIEN)

SIÈGE SOCIAL :  
7, Place Vendôme — PARIS  
DIRECTION GÉNÉRALE :  
5, Rue Sainte-Cécile — PARIS  
Président : M. Guillaume de TARDE  
Vice-Président : M. H. GILET  
Administrateur Directeur Général :  
M. A. BERONIE



## ACTIF

Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	138.644.512
Banques et Correspondants .....	785.933.062
Portefeuille effets .....	2.786.203.871
Coupons .....	11.840
Comptes courants .....	1.876.941.660
Avances garanties .....	844.574.565
Avances et débiteurs divers .....	24.282.511
Comptes d'ordre et divers .....	226.335.376
Immeubles et mobilier .....	402.044.350
	<u>7.084.971.747</u>

## PASSIF

Comptes de chèques .....	2.227.895.126
Comptes courants .....	1.597.519.068
Banques et Correspondants .....	1.552.147.431
Comptes exigibles après encaissement .....	178.439.436
Créditeurs divers .....	306.383.644
Bons et comptes à échéance fixe .....	506.048.100
Comptes d'ordre et divers .....	142.434.847
Capital .....	500.000.000
Réserves .....	30.700.000
Résultats .....	42.149.998
Report à nouveau .....	1.254.097
	<u>7.084.971.747</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	2.711.385.958
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	3.174.552.886
Ouvertures de crédits confirmés .....	412.904.288

Francs malg.

**BANQUE  
MALGACHE  
D'ESCOMPTE  
ET  
DE CRÉDIT**

SIÈGE SOCIAL :

Place de l'Indépendance  
TANANARIVE

Président : M. David RAKOTOPARE

Directeur Général : M. R. BLANC

Francs malg.

## ACTIF

ACTIF ORDINAIRE	£	£
Caisse et Banques .....		1,183,899
Prêts au jour le jour et à court terme ....		380,000
Avances des Banques associées .....		185,072
Effets escomptés .....		5,818,213
Titres :		
— fonds d'État nigériens .....	45,000	
— valeurs non cotées .....	15,000	60,000
Avances aux clients et autres comptes ...		9,061,730
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS :		
— acceptations .....	38,053	
— endos, crédits confirmés et autres obligations .....	4,942,118	4,980,171
IMMOBILISATIONS		
Immeubles, mobilier et installations etc. : valeur d'achat moins dépréciation à ce jour.		637,795
		<u>22,306,880</u>

## PASSIF

	£	£
	Autorisé	Émis et entièrement versé
CAPITAL		
Actions ordinaires de £ 1 chacune .....	2,000,000	2,000,000
RÉSERVES .....		200,000
REPORT A NOUVEAU .....		36,696
		<u>2,236,696</u>
COMPTES COURANTS, DE DÉPOTS ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités) .....		15,090,013
ACCEPTATIONS, ENDOS, CRÉDITS CONFIRMÉS ET AUTRES OBLI- GATIONS pour compte de clients et de cor- respondants :		
— acceptations .....	38,053	
— endos, crédits confirmés et autres obligations .....	4,942,118	4,980,171
		<u>22,306,880</u>

**UNITED  
BANK  
FOR  
AFRICA LTD**

SIÈGE SOCIAL :

47, Marina — LAGOS

Président : Sir John BALFOUR

Directeur Général : M. G. SCHNEIDER



**ACTIF**

Caisse et Banques .....	Can \$ 1,399,170
Prêts sur le marché monétaire .....	22,446,224
Prêts commerciaux à court terme .....	20,037,533
Prêts à moyen terme .....	4,455,694
Débiteurs divers .....	390,329
Titres .....	621,404
Débiteurs par garanties .....	5,230,848
Immobilisations (mobilier et matériel) .....	83,455
	<hr/>
	54,664,657

**PASSIF**

Dépôts à terme .....	Can \$ 42,435,864
Créditeurs divers .....	566,053
Banques affiliées .....	3,234,931
Engagements par garanties .....	5,230,848
Capital .....	3,000,000
Prime d'émission .....	100,000
Bénéfices non répartis .....	96,961
	<hr/>
	54,664,657

**SOCIÉTÉ  
FINANCIÈRE  
POUR  
LE COMMERCE  
ET L'INDUSTRIE**

S. F. C. I. Ltée  
SIÈGE SOCIAL :  
Tour de la Bourse, 800, Place Victoria  
MONTREAL  
Président :  
M. L. G. ROLLAND  
Vice-Présidents :  
MM. R. L. DUNSMORE —  
P. LEDOUX  
Vice-Président Directeur Général :  
M. L. JALABERT

**ACTIF**

Caisse et Banques .....	\$ 6,438,394.90
Dépôts à court terme .....	463,558.76
Titres .....	314,700.00
Prêts .....	24,035,899.94
Portefeuille encaissement .....	11,044,818.00
Débiteurs par ouvertures de crédit et acceptations ..	3,775,865.27
Documents et marchandises en garantie .....	3,130,772.07
Installations .....	1,038,263.98
Divers .....	149,080.55
	<hr/>
	50,391,353.47

**PASSIF**

Comptes courants .....	9,273,089.63
Dépôts à terme .....	15,330,752.64
Dépôts en garantie .....	4,651,164.28
Divers .....	29,255,006.55
Comptes exigibles après encaissement	897,608.59
Engagements par ouvertures de crédit et acceptations .....	11,044,818.00
Documents et marchandises en garantie .....	3,775,865.27
Intérêts d'escompte précomptés .....	3,130,772.07
Capital .....	124,842.58
Réserves .....	1,500,000.00
Report à nouveau .....	649,141.31
	13,299.10
	<hr/>
	50,391,353.47

**PANAMA  
BANK  
AND TRUST  
COMPANY INC.  
BANCO  
FIDUCIARIO  
DE  
PANAMA S.A.**

SIÈGE SOCIAL :  
200, Via España  
PANAMA  
Président :  
M. J. VALLARINO jr  
Vice-Présidents :  
MM. P. LEDOUX - I. GALINDO  
Directeur Général :  
M. J. GIRARD



## ACTIF

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	2.311.099,12
Banques et Correspondants .....	9.060.884,67
Portefeuille effets .....	26.588.470,15
Comptes courants .....	10.994.422,92
Avances garanties .....	812.741,99
Avances et débiteurs divers .....	1.255.805,29
Titres .....	23.900,00
Comptes d'ordre et divers .....	226.320,74
Immeubles et Mobilier .....	623.435,50
Résultats antérieurs .....	182.925,85
	<u>52.080.006,23</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes de chèques et comptes spéciaux .....	13.081.293,81
Comptes courants .....	25.628.181,50
Banques et Correspondants .....	475.116,26
Comptes exigibles après encaissement .....	6.349.339,68
Créditeurs divers .....	1.742.248,85
Bons et comptes à échéance fixe .....	2.092.000,00
Comptes d'ordre et divers .....	652.127,25
Capital .....	2.000.000,00
Réserves .....	30.000,00
Résultats de l'exercice .....	29.698,88
	<u>52.080.006,23</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions .....	11.174.552,23
--------------------------------	---------------

## BANQUE DE LA GUYANE

SIÈGE SOCIAL :  
2, Place Victor-Schœlcher  
CAYENNE  
Président Directeur Général :  
M. A. MARTIN  
Directeur :  
M. P. FRICKER

## ACTIF

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	6.789,78
Banques et Correspondants .....	1.322.969,96
Portefeuille effets .....	20.021.137,03
Comptes courants .....	3.182.960,00
Comptes d'ordre et divers .....	772.532,13
Immeubles et Mobilier .....	57.740,19
	<u>25.364.129,09</u>

## PASSIF

	Francs
Créditeurs divers .....	2.274.539,50
Bons et comptes à échéance fixe .....	10.000.000,00
Comptes d'ordre et divers .....	1.577.965,24
Capital .....	10.000.000,00
Réserves .....	542.454,49
Résultats .....	918.090,00
Report à nouveau .....	51.079,86
	<u>25.364.129,09</u>

## HORS BILAN

Crédits confirmés non utilisés .....	13.696.000,00
Effets donnés en pension .....	90.391.750,00

## UNION POUR LE FINANCEMENT A LONG ET MOYEN TERME

SIÈGE SOCIAL :  
65, Rue d'Anjou — PARIS  
Président : M. Raymond DREUX  
Directeur Général : M. J. CAPLAIN



## ACTIF

	Francs
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	62.665,29
Banques et Correspondants .....	150.046,44
Portefeuille effets .....	1.714.491,11
Comptes courants .....	3.031.131,62
Avances garanties .....	16.646.818,87
Avances et débiteurs divers .....	25.016,69
Titres .....	450.005,35
Comptes d'ordre et divers .....	58.057,81
Immeubles et Mobilier .....	1.010.319,00
	<u>23.148.552,18</u>

## PASSIF

	Francs
Comptes courants .....	106.042,46
Banques et Correspondants .....	1.141.092,30
Créditeurs divers .....	3.906.226,56
Bons et comptes à échéance fixe .....	5.675.000,00
Comptes d'ordre et divers .....	726.759,51
Capital .....	5.100.000,00
Réserves .....	5.222.214,23
Résultats .....	972.687,01
Report à nouveau .....	298.530,11
	<u>23.148.552,18</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	31.747.644,00
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	105.200.564,00
Ouvertures de crédits confirmés .....	25.680.521,00

## UNION POUR LE CRÉDIT A L'INDUSTRIE NATIONALE

SIÈGE SOCIAL :  
7, Rue de la Baume — PARIS  
Président : M. Ch. BRINCARD  
Directeur Général : M. G. RICHÉ

## ACTIF

	Francs suisses
Caisse et Banques .....	1.116.251,62
Portefeuille titres .....	41.318.031,07
Filiales débitrices .....	1.590.166,08
Actifs divers .....	379.300,99
	<u>44.403.749,76</u>

## PASSIF

	Francs suisses
Dépôts de tiers .....	7.684.061,67
Passifs divers .....	953.623,20
Capital .....	33.500.000,00
Réserves .....	2.153.000,00
Résultats .....	65.124,84
Report à nouveau .....	47.940,05
	<u>44.403.749,76</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions .....	5.801.324,00
Versements à effectuer sur actions .....	900.000,00

## SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LES PAYS D'OUTRE-MER

SIÈGE SOCIAL :  
3 et 5, Rue du Conseil-Général  
GENÈVE  
Président : M. A. de SENARCLENS  
Secrétaire Général : M. D. SCHMIDT



## ACTIF

	Dinars tunisiens
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	945.433,748
Banques et Correspondants .....	1.269.109,984
Portefeuille effets .....	8.193.549,029
Coupons .....	2.864,426
Comptes courants .....	1.807.430,488
Avances garanties .....	491.214,795
Avances et débiteurs divers .....	16.230,976
Débiteurs par acceptations .....	60.173,849
Titres .....	69.093,032
Comptes d'ordre et divers .....	145.056,806
Immeubles et Mobilier .....	61.507,172
	<u>13.061.664,305</u>

## PASSIF

	Dinars tunisiens
Comptes de chèques .....	3.179.414,170
Comptes courants .....	4.393.199,424
Banques et Correspondants .....	165.639,899
Comptes exigibles après encaissement .....	667.534,714
Créditeurs divers .....	936.689,425
Acceptations à payer .....	60.173,849
Dividendes restant à payer .....	42.000,000
Bons et comptes à échéance fixe .....	2.595.750,000
Comptes d'ordre et divers .....	369.779,643
Capital .....	350.000,000
Réserves .....	135.000,000
Résultats .....	161.565,756
Report à nouveau .....	4.917,425
	<u>13.061.664,305</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	1.453.210,547
Ouvertures de crédits confirmés .....	854.523,949

## BANQUE D'ESCOMPTE ET DE CRÉDIT A L'INDUSTRIE EN TUNISIE

SIÈGE SOCIAL :  
74, Avenue Habib-Bourguiba — TUNIS  
Président Directeur Général :  
Dr M. EL MATERI  
Directeur Général adjoint :  
M. R. LAPLANE

## ACTIF

	FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	95.020.832
Banques et Correspondants .....	374.940.456
Portefeuille effets .....	2.305.721.479
Comptes courants .....	1.626.260.620
Avances garanties .....	370.235.436
Avances et débiteurs divers .....	14.473.839
Titres .....	10.500.000
Comptes d'ordre et divers .....	41.684.129
Immeubles et Mobilier .....	119.672.013
	<u>4.958.508.804</u>

## PASSIF

	FCFA
Comptes de chèques .....	1.413.267.109
Comptes courants .....	1.680.676.370
Banques et Correspondants .....	853.636.085
Comptes exigibles après encaissement .....	46.769.602
Créditeurs divers .....	228.614.495
Bons et comptes à échéance fixe .....	285.305.020
Comptes d'ordre et divers .....	70.099.921
Capital .....	300.000.000
Réserves .....	14.000.000
Résultats .....	65.365.036
Report à nouveau .....	775.166
	<u>4.958.508.804</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	2.106.010.253
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	2.113.739.528

## BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

SIÈGE SOCIAL :  
Avenue du 27-Août-1940 — YAOUNDÉ  
Président : M. T.A.H. BOUKAR  
Administrateur Délégué : M. E. FINOT  
Directeur Général : M. R. JOURDAN



## ACTIF

	FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'émission .....	52.978.881
Banques et Correspondants .....	312.568.878
Portefeuille effets .....	1.118.845.138
Comptes courants .....	576.254.169
Avances garanties .....	28.076.401
Avances et débiteurs divers .....	15.278.906
Titres .....	1.300.000
Comptes d'ordre et divers .....	121.133.624
Immeubles et Mobilier .....	78.712.797
	<u>2.305.148.794</u>

## PASSIF

	FCFA
Comptes de chèques .....	560.542.298
Comptes courants .....	1.012.540.500
Banques et Correspondants .....	391.001.206
Comptes exigibles après encaissement .....	70.473.766
Créditeurs divers .....	62.520.927
Bons et comptes à échéance fixe .....	15.700.000
Comptes d'ordre et divers .....	17.510.687
Capital .....	150.000.000
Réserves .....	9.000.000
Résultats .....	13.888.873
Report à nouveau .....	1.970.537
	<u>2.305.148.794</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	881.470.890
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	296.207.169
Ouvertures de crédits confirmés .....	15.339.120

## BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CONGO

SIÈGE SOCIAL :  
Avenue du 28-Août-1940  
BRAZZAVILLE  
Président Directeur Général :  
M. E. FINOT  
Vice-Président : M. J. MALONGA  
Directeur :  
M. M. BEAU de LOMENIE

## ACTIF

	FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale ..	64.722.899
Banques et Correspondants .....	297.278.126
Portefeuille effets .....	2.724.108.224
Crédits à court et moyen terme .....	3.442.636.384
Débiteurs divers .....	22.886.471
Titres .....	29.657.000
Comptes d'ordre et divers .....	56.953.747
Immeubles et Mobilier .....	126.763.437
	<u>6.765.006.288</u>

## PASSIF

	FCFA
Postes, Trésor Public .....	98.474.760
Comptes de chèques .....	1.974.916.870
Comptes courants .....	2.393.590.263
Banques et Correspondants .....	41.160.001
Comptes exigibles après encaissement .....	843.504.121
Créditeurs divers .....	399.008.680
Bons et comptes à échéance fixe .....	311.593.002
Comptes d'ordre et divers .....	130.205.028
Capital et dotation .....	480.000.000
Réserves .....	42.899.034
Résultats .....	46.982.805
Report à nouveau .....	2.671.724
	<u>6.765.006.288</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	1.022.490.756
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	255.667.000
Ouvertures de crédits confirmés .....	417.754.359

## BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE-D'IVOIRE

SIÈGE SOCIAL :  
16, Avenue Barthe — ABIDJAN  
Président : M. L. KONAN  
Administrateur Délégué : M. E. FINOT  
Directeur Général :  
M. M. GEOFFROID



## ACTIF

	FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale ...	130.173.038
Banques et Correspondants .....	303.386.005
Portefeuille effets .....	2.825.688.343
Crédits à court et moyen terme .....	2.218.298.471
Débiteurs divers .....	7.886.225
Débiteurs par acceptations .....	2.217.000
Titres .....	17.050.000
Comptes d'ordre et divers .....	23.975.868
Immeubles et Mobilier .....	185.894.298
	<u>5.714.569.248</u>

## PASSIF

	FCFA
Postes, Trésor Public .....	31.328.374
Comptes de chèques .....	1.530.661.645
Comptes courants .....	2.124.394.796
Banques et Correspondants .....	87.123.141
Comptes exigibles après encaissement .....	781.718.649
Créditeurs divers .....	258.629.363
Acceptations à payer .....	2.217.000
Bons et comptes à échéance fixe .....	124.936.000
Comptes d'ordre et divers .....	184.431.070
Capital .....	500.000.000
Réserves .....	50.000.000
Résultats .....	32.821.575
Report à nouveau .....	6.307.635
	<u>5.714.569.248</u>

## HORS BILAN

Engagements par cautions et avals .....	1.202.348.635
Effets escomptés circulant sous notre endos .....	844.816.000
Ouvertures de crédits confirmés .....	176.523.000

## BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SÉNÉGAL

SIÈGE SOCIAL :  
2, Avenue Roume — DAKAR  
Président : M. D. G. N'DIAYE  
Administrateur Délégué : M. E. FINOT  
Directeur Général : M. H. DUBOIS

## ACTIF

	Rials
Caisse et Banques .....	401.807.917
Correspondants étrangers .....	63.828.766
Bons du Trésor iranien .....	95.590.000
Effets escomptés .....	465.114.348
Avances et autres créances .....	1.793.981.874
Autres avoirs .....	3.976.525
Participations .....	7.500.000
Immeubles et Mobilier .....	52.916.945
Frais de premier établissement .....	7.200.000
	<u>2.891.916.375</u>

## PASSIF

	Rials
Comptes courants et dépôts à vue .....	683.380.745
Banques .....	40.889.751
Comptes d'épargne .....	273.327.648
Dépôts à terme .....	1.604.475.816
Créditeurs divers .....	72.694.152
Comptes d'ordre et divers .....	969.008
Capital .....	200.000.000
Réserves .....	16.100.000
Report à nouveau .....	79.255
	<u>2.891.916.375</u>

## HORS BILAN

Engagements par acceptations .....	1.447.571.886
------------------------------------	---------------

## BANQUE ETEBARATE IRAN

SIÈGE SOCIAL :  
Avenue Sevom Esfand  
TEHERAN  
Président Directeur Général :  
M. A. CHAFIK



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1967 (après répartition)

**ACTIF**

	\$
Caisse et Banques .....	23,044,461.09
Prêts à vue et acceptations de Banques .....	31,729,638.10
Obligations du Gouvernement américain .....	16,400,964.44
Valeurs d'État et autres valeurs .....	34,849,554.68
Prêts et escompte .....	86,182,112.82
Débiteurs par acceptations .....	19,982,592.93
Divers .....	1,105,731.04
	<u>213,295,055.10</u>

**PASSIF**

	\$
Comptes à vue et à terme .....	165,204,614.11
Acceptations à payer .....	20,716,493.30
Créditeurs divers .....	2,248,235.33
Capital .....	3,000,000.00
Réserves .....	18,000,000.00
Report à nouveau .....	4,125,712.36
	<u>213,295,055.10</u>

**FRENCH  
AMERICAN  
BANKING  
CORPORATION**

SIÈGE SOCIAL :  
120 Broadway, NEW YORK  
Président :  
M. Y. P. TRUFFERT  
Directeur Général :  
M. F. de LAJUGIE

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1967

**ACTIF**

		Pesos mexicains
Caisse et Banques .....	86,349,820.74	
Correspondants .....	25,263,633.28	
Autres disponibilités .....	<u>9,109,970.16</u>	120,723,424.18
Titres .....		200,714,616.96
Effets escomptés .....		80,395,005.29
Prêts et avances .....		164,458,789.57
Débiteurs divers .....		8,492,035.12
Immeubles et Mobilier .....		10,175,238.64
Comptes d'ordre et divers .....		<u>3,928,937.48</u>
		<u>588,888,047.24</u>

**PASSIF**

		Pesos mexicains
Dépôts à vue .....	330,657,261.43	
Dépôts d'épargne .....	25,604,664.28	
Banques et Correspondants à vue .....	27,551,380.17	
Autres obligations à vue .....	<u>5,845,411.38</u>	389,658,717.26
Dépôts à terme .....	6,589,943.71	
Banques à terme .....	<u>101,783,401.54</u>	108,373,345.25
Comptes d'ordre et divers .....		44,512,776.04
Capital .....		31,500,000.00
Réserves .....		10,071,564.57
Résultats .....		<u>4,771,644.12</u>
		<u>588,888,047.24</u>

**HORS BILAN**

Effets réescomptés .....	51,876,184.43	
Engagements par avals .....	6,010,719.07	
Ouvertures de crédits irrévocables .....	<u>39,415,622.56</u>	97,302,526.06
Valeurs et avoirs en dépôt ou en fidéicommiss .....		2,041,870,039.54
Engagements par signatures .....		35,864,099.10

**BANCO  
DEL  
ATLANTICO S.A.**

SIÈGE SOCIAL :  
Venustiano Carranza n° 48  
MEXICO  
Président d'Honneur :  
M. Eduardo VILLASENOR  
Président :  
Lic. Carlos ABEDROP DAVILA  
Vice-Présidents :  
MM. P. LEDOUX — E. COURTIAL  
Directeur Général :  
M. J. de MARCÉ



## ACTIF

		Pesos mexicains
Caisse et Banques .....	32,736,632.60	
Correspondants .....	5,248,939.80	37,985,572.40
Titres .....		434,502,381.27
Effets escomptés .....		106,817,665.99
Prêts et avances .....		479,565,435.08
Débiteurs divers .....		12,913,152.76
Immeubles et Mobilier .....		1,015,936.71
Comptes d'ordre et divers .....		4,884,565.58
		<u>1,077,684,709.79</u>

## PASSIF

		Pesos mexicains
Dépôts à vue .....		10,344,955.95
Banques et Correspondants à vue	164,427,182.04	
Bons et certificats financiers ....	682,161,000.00	
Autres disponibilités .....	106,326,769.93	952,914,951.97
Comptes d'ordre et divers .....		59,701,995.81
Capital .....		40,000,000.00
Réserves .....		7,445,902.84
Résultats .....		7,276,903.22
		<u>1,077,684,709.79</u>

## HORS BILAN

Effets réescomptés .....	32,963,831.27	
Engagements par avals .....	24,579,399.17	
Ouvertures de crédits irrévocables	41,430,103.88	98,973,334.32
Valeurs et avoirs en dépôt ou en fidéicommiss .....		477,242,438.98
Engagements par signatures .....		139,409,153.24

SOCIEDAD  
FINANCIERA DE  
EXPORTACIONES  
E  
IMPORTACIONES  
SA

SIÈGE SOCIAL :  
Venustiano Carranza, n° 48 -  
MEXICO  
Président :  
M. Roberto LOPEZ  
Vice-Président Directeur Général :  
Lic. Carlos ABEDROP DAVILA  
Conseiller Technique :  
M. Luis ALBERRO

## ACTIF

	Pesos urug.
Caisse .....	123.471.997,72
Banque d'émission .....	67.934.393,13
Banques et Correspondants .....	788.078.474,63
Portefeuille effets .....	240.114.487,45
Comptes courants .....	124.119.699,58
Débiteurs divers .....	170.979.948,72
Titres .....	4.706.640,00
Comptes d'ordre et divers .....	1.032.741.969,78
Immeubles et Mobilier .....	60.199.675,84
	<u>2.612.347.286,85</u>

## PASSIF

	Pesos urug.
Comptes courants et dépôts .....	491.423.070,58
Banques et Correspondants .....	708.890.662,58
Créditeurs divers .....	277.106.239,49
Comptes d'ordre et divers .....	1.032.741.969,78
Capital .....	28.450.000,00
Réserves .....	57.774.389,05
Résultats .....	15.953.415,60
Report à nouveau .....	7.539,77
	<u>2.612.347.286,85</u>

UNION  
DE BANCOS  
DEL  
URUGUAY

SIÈGE SOCIAL :  
25 de Mayo 401 - Esquina Zabala  
MONTEVIDEO  
Président :  
M. Alberto PUIG LARRAVIDE  
Vice-Président Administrateur délégué  
chargé de la Direction Générale :  
Cr Luis Mario LIMIDO



